



ÉTUDE-ACTION

L'éducation populaire au service de la transition écologique juste

Diagnostic territorial - Communauté Urbaine de Dunkerque



Une démarche menée en coopération par le Labo de l'ESS, e-graine et la Fabrique des transitions



Le Labo de l'ESS est le think tank de l'économie sociale et solidaire en France. Par l'observation et l'analyse d'initiatives inspirantes dans les territoires et son approche ouverte et de co-construction, il a pour mission de documenter et d'impulser des dynamiques collectives, et de montrer la capacité transformatrice de l'ESS auprès de celles et ceux qui veulent agir pour une transition écologique juste, face aux grands défis démocratiques, sociaux et environnementaux de notre temps. Plus d'informations sur le site internet : <https://www.lelabo-ess.org/>



e-graine est un mouvement associatif d'éducation populaire composé de bénévoles et de professionnel-le-s, regroupé-e-s au sein d'associations locales, et d'une Union, avec pour mission d'accompagner les habitant-e-s dans la définition de leur mode d'actions afin d'apporter des réponses collectives, pensées par tou-t-es et pour tou-t-es pour être en capacité de faire des choix éclairés. Plus d'informations sur le site internet : <https://www.e-graine.org/>



La Fabrique des transitions est une alliance de près de 400 territoires et acteur-ric-e-s engagé-e-s dans la transition écologique, née de la mutualisation d'expériences pionnières. La Fabrique des transitions travaille au développement d'une ingénierie de la conduite de changement systémique à l'échelle des territoires. Elle accompagne les territoires à co-construire des mécanismes des résiliences. Plus d'informations sur le site internet : <https://www.fabriquedestransitions.net>

Avec le soutien de :



Présentation de l'étude-action

L'étude-action « L'éducation populaire au service de la transition écologique juste » est une **démarche expérimentale** initiée en 2024 par le Labo de l'ESS, e-graine et la Fabrique des transitions.

S'appuyant sur les méthodologies et savoir-faire des trois organisations, celle-ci vise à **favoriser nationalement et localement les coopérations entre organisations de l'économie sociale et solidaire (ESS), de l'éducation populaire et pouvoirs publics**, dans une perspective de transition écologique juste¹.

Un cadre analytique : une théorie du changement et un radar au service de la transition écologique juste des territoires

L'étude-action repose sur une **théorie du changement** formulée dès 2023 dans une note fondatrice² : pour réussir une transition écologique juste, il faut allier changement des modèles économiques, changement culturel et changement des modes de gouvernance. Ces changements doivent s'appuyer sur des **alliances** entre :

- **acteur-ric-e-s de l'ESS** (porteur-euse-s de modèles socio-économiques alternatifs),
- **acteur-ric-e-s de l'éducation populaire** (facilitateur-ric-e-s de l'engagement individuel et collectif dans des démarches de transformation),
- **pouvoirs publics** (disposant de la légitimité politique et des moyens publics).

Enrichie tout au long de la démarche, cette théorie du changement est conçue comme un **processus dynamique** suivant trois principales étapes, associées à un certain nombre de prérequis³ :

Étapes		Prérequis
1	Faire de la transition écologique juste un horizon stratégique partagé	<ul style="list-style-type: none">– Comprendre les enjeux de transition écologique juste– Reconnaître la transition écologique juste comme un objectif central pour notre société, le territoire et son organisation– Engager son organisation dans une dynamique de changement au service de cette vision stratégique– Partager et nourrir réciproquement sa vision et ses objectifs avec les autres acteur-ric-e-s du territoire– Identifier une ou des causes communes permettant de concrétiser une vision stratégique partagée
2	Construire une dynamique de coopération, un cadre d'action commun	<ul style="list-style-type: none">– Créer les conditions d'une confiance réciproque entre acteur-ric-e-s– Comprendre la complémentarité entre acteur-ric-e-s– Co-construire une démarche territoriale de transition s'appuyant sur cette complémentarité

¹ La transition écologique juste désigne « une transformation radicale et démocratique de notre société visant à assurer tant la soutenabilité écologique de cette dernière qu'une réponse digne et suffisante aux besoins de tou-te-s et l'émancipation de chacun-e ». Pour en savoir plus, consulter : <https://www.lelabo-ess.org/transition-ecologique-juste>

² Voir la note stratégique « L'éducation populaire au service de la transition écologique juste » réalisée par le Labo de l'ESS et e-graine, publiée en juin 2023 : <https://www.lelabo-ess.org/education-populaire-transition-juste>

³ La théorie du changement et ses étapes sont présentées plus précisément dans le rapport interterritorial de l'étude, disponible via ce lien : <https://www.lelabo-ess.org/l-education-populaire>

3	<p>Consolider une gouvernance territoriale au service de la transition écologique juste</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Associer plus largement, en interne et en externe, au fur et à mesure de la démarche – Pérenniser des espaces de co-pilotage et d'échange autour de la démarche – Transmettre et capitaliser pour créer des communs au sein de la démarche – Évaluer la démarche et révéler sa plus-value pour le territoire afin de piloter l'évolution de la transition
---	---	--

Dans le but d'opérationnaliser cette théorie du changement, celle-ci a été déclinée sous forme d'un **radar**, conçu comme un support à destination des parties prenantes afin d'auto-évaluer leur positionnement et d'interroger les conditions et les moyens à mettre en place collectivement pour réussir localement une transition écologique juste. Utilisé tout au long de la démarche, il peut ainsi permettre de mesurer la progression collective. Celui-ci est présenté en page suivante.

La construction de ce radar a permis de compléter la vision dynamique proposée ci-dessus en identifiant des indicateurs clés regroupés en trois catégories correspondant aux trois types d'acteur-ric-e-s ciblé-e-s par la théorie du changement : éducation populaire, ESS, pouvoirs publics. Le cœur du radar est composé de la vision partagée de la transition juste, c'est-à-dire la ou les causes communes qui guident les acteur-ric-e-s du territoire. En résumé, le cœur du radar représente l'objectif à atteindre collectivement, les branches du radar, les outils pour y parvenir.

Cet outil n'est pas normatif : il se veut évolutif et a vocation à s'adapter à chaque territoire, selon ses spécificités. Il doit avant tout **servir une démarche d'auto-évaluation collective** – pouvant être nourrie et animée par un tiers de confiance comme c'est le cas pour le Labo de l'ESS, e-graine et la Fabrique des transitions dans la réalisation des diagnostics territoriaux de cette étude-action – et de base d'échange pour les acteur-ric-e-s locaux afin se positionner ensemble sur les étapes à mener et les priorités à sélectionner.

Précisions sur la construction de la théorie du changement et du radar

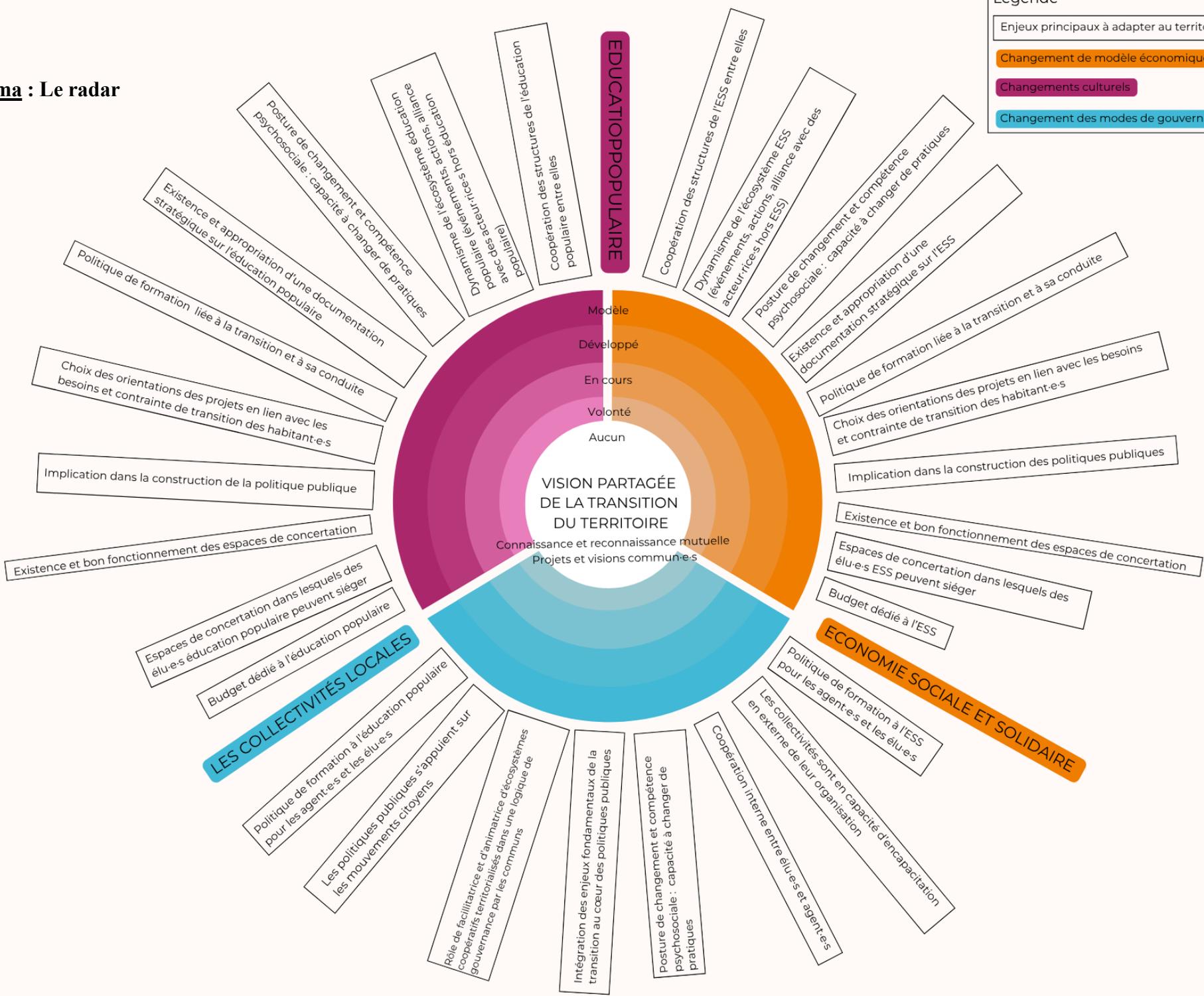
La théorie du changement et le radar ont été construit-e-s dans un processus collectif de réflexion, à la fois itératif et interactif, nourri à deux niveaux :

- Un **groupe de travail national** composé d'acteur-ric-e-s et réseaux de l'ESS, de l'éducation populaire et de représentant-e-s de pouvoirs publics ainsi que de chercheur-euse-s (46 membres au total). Réuni quatre fois entre 2024 et 2025, celui-ci a permis de consolider la méthodologie de la démarche et de préciser le cadre théorique initial, puis de partager les enseignements issus de ces territoires, dans une logique d'apprentissage entre pairs.
- Les **territoires pilotes**, terrains d'étude riches en enseignements (voir ci-dessous).

Schéma : Le radar

Légende

- Enjeux principaux à adapter au territoire
- Changement de modèle économique
- Changements culturels
- Changement des modes de gouvernances



Trois terrains de co-apprentissage : des diagnostics territoriaux au service des dynamiques locales et d'une réflexion nationale

Résolument ancrée dans le réel, l'étude-action vise à **nourrir la théorie du changement esquissée à partir des pratiques et enjeux des acteur·rice·s locaux·ales** en même temps qu'à **renforcer ces dynamiques locales**, à partir des réflexions portées à l'échelle nationale et du savoir-faire des trois organisations partenaires (voir encadré ci-dessous). Les territoires pilotes de l'étude-action sont donc à la fois des territoires apprenants et des territoires d'apprentissage pour l'étude-action.

Ces terrains d'expérimentation ont été choisis tant pour leur motivation à s'engager dans une démarche de diagnostic qu'en fonction des critères de diversité (géographique, de taille, etc.) formulés dans le cadrage de l'étude-action. Ils sont au nombre de trois :

- La **Ville de Bergerac** (26 852 habitant·e·s en 2022 selon l'Insee) dans le département de la Dordogne ;
- La **Communauté Urbaine de Dunkerque** (192 554 habitant·e·s en 2021 selon Insee) dans le département du Nord ;
- L'**Eurométropole de Strasbourg** (517 386 habitant·e·s en 2022 selon l'Insee) dans le département du Bas-Rhin).

Chacun de ces territoires a fait l'objet d'un **diagnostic territorial** visant à analyser le jeu d'acteur·rice·s et les dynamiques de coopérations locales par le prisme de la théorie du changement et du radar. Fondée sur une hybridation des méthodes du Labo de l'ESS, d'e-graine et de la Fabrique des transitions, la méthodologie de ces diagnostics territoriaux se structure autour de trois temps consécutifs :

- **Un travail préparatoire avec la collectivité** permettant de bien cadrer la démarche et les attentes réciproques, de réaliser une analyse des textes cadres (documents stratégiques, ressources préexistantes, etc.) et de construire une cartographie des principaux·ales acteur·rice·s locaux·ales pertinent·e·s à associer à la démarche. Quelques échanges informels avec certain·e·s d'entre eux·elles ont pu par ailleurs permettre de bien clarifier les objectifs et la méthodologie des diagnostics territoriaux et de recueillir de premiers témoignages permettant d'affiner la cartographie et d'identifier des premiers enjeux à investiguer par la suite.
- Une série d'**entretiens bilatéraux** avec les acteur·rice·s locaux·ales (notamment élu·e·s et agent·e·s de la collectivité, services de l'État, principaux acteur·rice·s de l'éducation populaire et de l'ESS, autres acteur·rice·s pertinent·e·s sur le sujet de transition écologique juste) réalisés par les trois organisations partenaires lors d'une visite du territoire et complétés par quelques entretiens menés via visioconférence. Ces entretiens permettent de collecter des paroles - nécessairement situées et subjectives - mais dont le croisement permet de nourrir une première lecture des enjeux du territoire, contribuant à **un état des lieux du jeu d'acteur·rice·s**.
- Une **mise en débat** de cet état des lieux lors d'une demi-journée d'échange organisée sur le territoire avec un panel élargi d'acteur·rice·s à travers :
 - Une rapide présentation de la démarche et de la théorie du changement ;
 - Une présentation des enseignements tirés des entretiens menés lors de l'étape d'état des lieux, suivie d'échanges permettant de confirmer ou d'amender collectivement les constats formulés ;
 - Des ateliers en sous-groupe afin de consolider le diagnostic et éventuellement de dégager des pistes de réponse aux problématiques identifiées.

Ce temps de réflexivité collective, animé par les trois partenaires grâce à des méthodes d'intelligence collective, permet d'aboutir à un **diagnostic consolidé**, que restitue chaque rapport territorial.

Précisions sur la méthodologie et le rôle du Labo de l'ESS, e-graine et la Fabrique des transitions

La démarche des diagnostics territoriaux réalisés dans le cadre de l'étude-action n'est **ni normative, ni comparative**. Il ne s'agit pas de calquer localement une grille d'analyse décontextualisée mais bien, à travers les outils développés au niveau national et à partir des paroles exprimées par les acteur·rice·s eux·elles-mêmes, de proposer un cadre pour engager une réflexion collective sur les enjeux révélés explicitement ou implicitement par les entretiens.

Réalisé à partir d'une cartographie nécessairement restreinte d'acteur·rice·s et d'une écoute elle-même située et interprétative, **les états des lieux produits à la suite des entretiens ne prétendent ni à l'exhaustivité ni à une totale représentativité**. Néanmoins, le croisement de ces entretiens et la mise en débat lors de la rencontre collective permettent de limiter les biais liés aux subjectivités. C'est en ce sens que nous qualifions le résultat de ces échanges de diagnostics consolidés.

Ces diagnostics permettent d'identifier tant des **forces** du territoire et de son jeu d'acteur·rice·s – points d'appui pour une démarche de transition écologique juste – que des **fragilités** et tensions à prendre en compte et à dépasser.

Ainsi, la posture du Labo de l'ESS, d'e-graine et de la Fabrique des transitions dans la réalisation de ces diagnostics est-elle moins celle d'experts extérieurs que de **tiers de confiance** (liée à l'écoute et la confidentialité des échanges) et de **facilitateurs** au service de l'épanouissement des coopérations locales en faveur d'une transition écologique juste.

Synthèse du diagnostic territorial réalisé pour la Communauté Urbaine de Dunkerque

Le diagnostic territorial du territoire pilote de la Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD) a été réalisé conformément à la méthodologie décrite précédemment.

- **Cadrage et travail préparatoire.** Le cadrage de la démarche de diagnostic a été réalisé au second semestre 2024 à travers le contact avec la direction « Démocratie locale et Éducation populaire » de la Communauté Urbaine de Dunkerque.

Ces premiers échanges ont permis de préciser les intentions du diagnostic et de réaliser une cartographie des acteur-ric-e-s à interroger.

Éléments de contexte sur le territoire

Nombre d'habitant-e-s : 192 635 habitant-e-s en 2022 selon Insee

Caractéristiques socio-économiques remarquables

- Solde positif de population depuis 1997 ;
- Un territoire en reconversion industrielle ;
- Un taux de pauvreté d'environ 20% en 2023 d'après l'Insee ;
- Un taux de chômage dans le Dunkerquois tombé à 8,6% en 2022, contre 11,7% en 2014. Le chômage des jeunes, notamment, connaît un recul très fort : il baisse de 25% sur la même période. La tendance devrait s'accroître avec le développement économique annoncé dans les prochaines années sur le territoire ;
- La CUD est engagée depuis 2010 dans le programme de l'Ademe intitulé « Territoire Engagé Transition Écologique Climat-Air-Énergie », à travers laquelle des expert-e-s externes évaluent les actions déjà mises en œuvre ou planifiées par la collectivité. Cet accompagnement permet de garantir la bonne élaboration, l'actualisation et le suivi du Plan Climat Air-Energie Territorial (PCAET) dans la durée. L'intercommunalité a été lauréate en 2013, 2017 et 2021 du label Territoire Engagé pour la Transition Écologique 5 étoiles (le plus haut niveau de labellisation)⁴ ;
- Mise en place de la gratuité totale des transports urbains depuis 2018 à Dunkerque.

Caractéristiques politico-administratives

La Communauté Urbaine de Dunkerque a été créée en octobre 1968. Elle compte 17 communes et 3 communes associées. Elle fait elle-même partie de deux collectivités :

- **Le Département du Nord** qui porte 10 ambitions⁵ au sujet de la transition écologique juste, parmi lesquelles l'engagement de renforcer les politiques en faveur de la biodiversité et des puits de carbone ou favoriser la production alimentaire de proximité, de saison et de qualité ;
- **La Région Hauts-de-France** qui porte une politique de transition « REV3⁶ » basée sur plusieurs axes dont la décarbonisation et la préservation des ressources (économie circulaire et préservation) et des enjeux transversaux (approche territoriale, participation citoyenne, développement d'activité et d'emploi sur le territoire).

⁴ Pour en savoir plus : <https://www.communaute-urbaine-dunkerque.fr/communaute-urbaine/plan-climat/citergie>

⁵ Pour en savoir plus : <https://durable.lenord.fr/>

⁶ Pour en savoir plus : <https://rev3.hautsdefrance.fr/>

Liens vers les ressources clés

- Un Plan Climat Air Énergie (PCAET) 2023-28⁷ avec des objectifs opérationnels et stratégiques de transition climatique pour arriver à la neutralité carbone en 2050 ;
- Un plan industriel « Dunkerque 2023 »⁸, mené par la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Hauts-de-France ;
- Les Assises européennes de la transition énergétique⁹ accueillies virtuellement à Dunkerque en 2021 (en raison de la crise sanitaire) et tenues sur place en 2024.

- **Entretiens bilatéraux.** Un total de **23 entretiens** ont été réalisés durant la phase d'état des lieux : 11 entretiens menés le 28 avril 2025 lors d'une visite à Dunkerque et 12 entretiens réalisés en visioconférence.
- **Demi-journée de mise en débat de l'état des lieux.** Ce temps de consolidation collective du diagnostic a été réalisé à Dunkerque le 1^{er} juillet 2025 et a rassemblé **15 participant-e-s**.

Au total, avec les entretiens individuels et le temps collectif, ce sont donc **26 personnes** qui ont contribué à la démarche.

Catégories d'acteur-ric-e-s	Organisation	Personnes interviewées
Pouvoirs publics	Communauté Urbaine de Dunkerque	Xavier Dairaine
		Christelle Husni
		Emmanuelle Leroy
		Delphine Le Vergos
		Jean-François Montagne
		Laurent Notebaert
		Emilie Pynthe
		Mathilde Vanderrusten
	Département du Nord	Farid Aouaichia
		Sabine Rodriguez
Région Hauts-de-France	Frédéric Marquet	
La Turbine	Mélanie Lefebvre	
Université du Littoral Côte d'Opale (ULCO) – C-Décidé (Centre de Développement de Compétences pour une Industrie Décarbonée)	Marie Gressier	
Économie sociale et solidaire	BGE Flandre Création	Thomas Marcotte
	Centre Ressource de Développement Durable (CERDD)	Olivia Salle

⁷ Pour plus d'informations : [Présentation PowerPoint](#)

⁸ Pour plus d'informations : <https://uas.hautsdefrance.cci.fr/content/uploads/sites/6/2025/01/hdf-etudes-etude-gpec-janvier-2025.pdf>

⁹ Pour plus d'information : <https://assises-energie.org/les-assises-europeennes-de-la-transition-energetique/>

	Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement (CPIE)	Defurnes Philippe
	Ecosystème D (industrie)	Martin Papot
	Entreprendre ensemble	Rudy Verove
	La CRESS	Julien Cordier
		Felix Delsert
	Repair Café	Grégoire Terrier
	Vraiment Vraiment	Pauline Guinay
	Zoein / TILT	Jean-Christophe Lipovac
Éducation populaire	A tes cotés - Centres Sociaux	Fanny Wattebled
	Ligue de l'enseignement du 59	Julien Sartel
	TILT / Oui change	Sylvie Rocher

Le diagnostic réalisé à partir de ces différents temps est présenté ci-dessous, selon trois parties :

- Les **points forts** du territoire, sur lesquels s'appuyer pour mener une transition écologique juste réussie ;
- Des **points de fragilité** partagés, sur lesquels travailler collectivement pour les dépasser ;
- Des **pistes d'action**, nourries de recommandations du Labo de l'ESS, d'e-graine et de la Fabrique des transitions, précisées collectivement lors de la demi-journée de mise en débat.

Des points forts sur lesquels s'appuyer

- Une collectivité porteuse de nombreuses initiatives

La Communauté urbaine de Dunkerque est assurément un territoire volontaire sur les questions écologiques, une question appréhendée transversalement dans les politiques publiques.

Différents **élus et services** de la Communauté Urbaine de Dunkerque, nécessaires à la conduite du changement, portent des politiques de transition écologique. En particulier, Jean-François Montagne, Vice-Président en charge de la Transition écologique et de la Résilience, Benoît Cuvillier, Conseiller communautaire à l'insertion professionnelle et l'économie sociale et solidaire ainsi que Laurent Notebaert, Conseiller communautaire à la participation citoyenne et aux relations avec la population.

La collectivité porte elle-même plusieurs **projets** sur les sujets de la transition écologique en lien avec l'ESS et l'éducation populaire. En premier lieu, elle gère des espaces dont la vocation est d'accompagner et de sensibiliser à ces questions les structures de l'ESS, les entreprises à but lucratif et les habitants :

- La Turbine, réseau accompagnant la création, la reprise, le développement et la transmission d'entreprises du dunkerquois, notamment des entreprises de l'ESS ;
- La Halle aux sucres, lieu de promotion de la ville durable grâce à des espaces d'exposition et d'expression, des espaces dédiés à l'innovation numérique et à l'évolution des politiques publiques territoriales ;
- La Bourse aux associations, lieu de ressources, de rencontres, d'échanges et de mutualisation pour les associations ;
- Le Plus, centre scientifique ayant pour mission la médiation technique sur la décarbonation, les énergies, la qualité de l'air et l'industrie via notamment des expositions et des animations.

Les ressources – notamment fiscales – de la collectivité liées à l'activité industrielle, soutiennent une politique volontariste comprenant des **moyens humains et financiers relativement importants alloués à l'ensemble des initiatives portées ou soutenues**, contexte favorable à leur développement. Outre des subventions, on note également des appels à projets annuels structurants à destination des organisations de l'ESS et de l'éducation populaire :

- *Actions Éducatives pour la Transformation Ecologique et Solidaire du Dunkerquois*¹⁰ qui croise éducation populaire, pouvoir d'agir des habitant·e·s et transition écologique ;
- *Économie Sociale et Solidaire*¹¹ destiné aux structures émergentes, en leur permettant d'accéder à un accompagnement technique.

Enfin, la collectivité organise des **événements** grand public, porte des **programmes de sensibilisation et d'accompagnement** des organisations et des habitant·e·s (Eco-gagnant¹² par exemple) ou encore une **concertation** destinée à l'ensemble des habitant·e·s (200 000 habitants, 200 000 gagnants), le tout au sujet de la transition écologique et en lien avec les questions d'emploi et de formation.

Cet engagement politique et financier constitue un support clé à la démarche locale de transition.

- **Un écosystème structuré autour d'une vision partagée de la transition, centrée sur le développement des « industries vertes »**

La collectivité s'appuie sur un écosystème d'acteur·rice·s public·que·s et privé·e·s structuré et diversifié. Les organisations de l'ESS et environnementales sur le territoire couvrent des domaines variés et complémentaires (culture, alimentation, BTP, etc.). Elles sont pour la majorité d'entre elles en lien avec la collectivité, notamment grâce aux outils cités précédemment.

La question de la transition écologique a été abordée dans l'ensemble des échanges principalement par le prisme de **l'évolution du secteur industriel**, ce dernier ayant une place prépondérante dans le développement économique du territoire. Cette vision centrée sur le développement d'activités industrielles (ex : création d'un pôle autour de la batterie électrique) constitue une ambition fédératrice et structurante localement, notamment du fait des bénéfices en termes d'emploi qu'elle dessine. Des investissements importants ont donc été réalisés en faveur d'infrastructures facilitant la décarbonation. Il existe des liens structurants entre la collectivité et le secteur industriel, aujourd'hui matérialisés par Ecosystème D¹³, une structure qui accompagne la transition industrielle sur le territoire à long terme.

Cette vision impacte l'ensemble des projets portés sur le territoire, exerçant une forte influence sur les politiques d'emploi et de formation. La mobilité, avec l'exemple des transports gratuits à Dunkerque depuis 2018, fédère également les acteur·rice·s de ce territoire autour d'une autre cause commune liée à la transition.

- **L'émergence d'un espace d'échange sur lequel s'appuyer pour faire de l'ESS et de l'éducation populaire un écosystème porteur d'une transition sociétale**

A ce stade, on remarque encore peu de réseaux et d'espaces de dialogue qui réuniraient à la fois les acteur·rice·s de l'ESS, de l'éducation populaire et de la transition écologique. Un « Club ESS », réunissant une trentaine de structures, animé par la Communauté Urbaine de Dunkerque accompagnée par les membres

¹⁰ Pour plus d'information : https://www.changer-la-vie-ensemble.com/download/files/actu/AAP-Mai-2025_livret-interactif.pdf

¹¹ Pour plus d'information : <https://www.communaute-urbaine-dunkerque.fr/communaute-urbaine/les-appels-a-projets/economie-sociale-et-solidaire>

¹² Pour plus d'information : <https://www.communaute-urbaine-dunkerque.fr/eco-gagnant>

¹³ Pour plus d'information : <https://dunkerqueenergiecreative.fr/parc-innovation-ecosysteme-d/>

de la Turbine (en particulier la BGE Flandre Création) a été relancé il y a un an et demi à la suite de cette alliance. Le club se réunit une fois par mois. Cet espace permet entre autres un partage d'expériences et de pratiques, de découvrir, lors de visites ou réunions, de nouvelles structures comme la Turbine ou Ecosystème D. Sa principale vocation est le développement économique des structures, par la création de partenariats. Les membres qui le composent votent lorsqu'il y a des décisions à prendre collectivement.

Par exemple, 7 structures de l'insertion professionnelle du Club ESS ont créé une association – BTP progress – pour valoriser les déchets de chantiers dans la création de nouveaux logements. Une première expérimentation de chantier a permis de récupérer plus de 2 tonnes de matériel. Grâce à 35 000 heures de travail en insertion, de nouveaux liens avec les bailleurs ont été créés. L'objectif est de permettre le passage d'emploi des structures d'insertion vers l'industrie. Une conciergerie a également été créée dans le centre-ville destiné aux salariés en cyclo-logistique. Un projet de PTCE multi-filière est en cours de préparation depuis un an afin de développer les méthodes de coopération entre les acteur-ric-e-s. Des échanges entre entreprises classiques et de l'ESS sont déjà organisés pour créer du lien entre les deux mondes.

Des points de fragilité à dépasser

Les échanges ont permis de révéler plusieurs éléments freinant la co-construction d'une politique publique de transition écologique juste malgré les points forts présentés ci-dessus.

- Une vision de la transition écologique parfois résumée à sa dimension technique

Le territoire est historiquement industriel et en pleine mutation d'activité. La transition écologique a d'abord été abordée dans les échanges sous un angle technique et économique. C'est la transition industrielle qui fait transition sur le territoire¹⁴. La politique d'emploi et de formation associée à cet objectif fait plutôt consensus sur le territoire, les associations environnementales étant conscientes de l'aspect impératif pour les habitant-e-s de travailler dans l'industrie. Le chômage baisse sur le territoire depuis plus de 10 ans grâce à l'emploi industriel.

Néanmoins, la transition écologique juste ne peut se réduire à la transformation économique et technique : elle implique des évolutions en termes de pratiques sociales et démocratiques. Plusieurs enjeux ont été identifiés localement, notamment en lien avec les questions de logement et de santé. Cette dernière est d'ailleurs un des champs identifiés par la CUD et les acteur-ric-e-s locaux-ale-s lors d'instances, comme prioritaire pour l'ESS sur le territoire. La mobilité est également apparue un enjeu majeur de transition du territoire, avec, outre la gratuité des transports publics, le besoin d'une adaptation des tracés vers les sites de production industrielle.

Les échanges ont révélé une prise de conscience de la nécessité de davantage lier ses sujets dans leur traitement avec la question écologique et de renforcer la place donnée aux organisations de la société civile (en particulier acteur-ric-e-s de l'ESS et de l'éducation populaire) dans la conduite locale du changement social que suppose la transition écologique. La méthode et le portage pour ce faire doivent néanmoins être précisés.

¹⁴ Dunkerque représentait 20 % des émissions industrielles de France avec 16 millions de tonnes de CO₂ émises en 2020¹⁴ sur la zone industrielle et portuaire. Le territoire vise la neutralité carbone avant 2050. Plus d'information sur *Dunkerque, l'énergie créative*: <https://dunkerquelenergiecreative.fr/choisir-dunkerque/rejoindre-economie-forte/territoire-transition/>

- **Un besoin d'articulation renforcée avec les habitant-e-s**

Peu de projets ou d'initiatives de transition émergent des mouvements citoyens, relativement à la taille et à l'engagement territorial sur ces questions. Historiquement, les actions sont portées par les collectivités et les entreprises dans un modèle de société d'économie d'État, la structure sociale étant marquée par le salariat. La population demeure consommatrice de services, dans le monde associatif vieillissant.

Ce phénomène est intensifié par le contexte social local. Le taux de pauvreté demeurant important (environ 20%), les inégalités s'accroissent et fragilisent l'acceptation des conditions de la transition écologique.

Les structures de l'éducation populaire sont également peu nombreuses sur le territoire. La culture de l'émancipation et de l'apprentissage tout au long de la vie par les pairs est donc moins ancrée dans la population, malgré l'engagement de la collectivité sur le sujet.

- **Une construction et mise en œuvre de la politique publique portée principalement par la Communauté Urbaine de Dunkerque**

Historiquement et pour répondre aux besoins des habitant-e-s dans un territoire spécifique car fortement industrialisé, la collectivité a porté seule une grande partie des actions en faveur de la transition. Les projets, pensés pour le bien commun, sont souvent créés et pilotés directement par la Communauté Urbaine de Dunkerque (Halle aux sucres, la Turbine, etc.). C'est dans une certaine mesure également le cas dans le champ de l'éducation populaire, ce qui contribue à expliquer le relativement faible nombre de structures sur le territoire. Les organisations de l'ESS existantes semblent peu associées à l'élaboration des politiques publiques dans la période passée, ce qui a renforcé le rôle de « meneur » de la collectivité.

Ce leadership public permet incontestablement de créer une cohérence dans les actions menées localement, de favoriser des dynamiques collectives et l'émergence de grands projets tels qu'écosystème D, dont l'idée est issue des États généraux de l'emploi tenus localement en 2020 et réunissant entre autres des acteur-ric-e-s associatif-ve-s et industriel-le-s, structures de l'accompagnement et les collectivités.

Ce fonctionnement peut cependant avoir tendance à brider les structures dans l'expérimentation de nouveaux projets et la détection des nouveaux besoins des habitant-e-s et à leur implication active dans la transition du territoire (voir ci-avant). A moyen terme, elle peut rendre également le territoire plus vulnérable dans son ensemble à un changement politique défavorable à la transition.

Des pistes d'action pour avancer

À la suite de l'étape de mise en commun, le Labo de l'ESS, e-graine et la Fabrique des transitions ont mis en discussion les éléments qui ont émergé des échanges, en s'appuyant sur le radar de la théorie du changement. À partir de cette discussion, ils formulent plusieurs pistes d'actions.

- **Renforcer la participation des organisations de l'ESS et de l'éducation populaire dans les dynamiques impulsées par la collectivité**

Plusieurs éléments sont réunis sur le territoire pour faciliter la transition : présence d'élue-e-s engagé-e-s, moyens humains, financiers, temps dédié, lieux dédiés à la coopération.

Pour aller plus loin et associer transition écologique technologique et sociale, il est nécessaire d'engager une réflexion structurante sur **le rôle de la société civile** dans la transition locale et son lien à la collectivité. Peuvent notamment être envisagés :

- Co-construire et expérimenter un schéma de gouvernance partagé autour des enjeux de transition, en intégrant le rôle de la société civile dans la conduite du changement social ;
- Créer un espace de dialogue et de co-construction en s'appuyant sur le Club ESS et un collectif multi-acteur-ric-e-s (ESS, éducation populaire, industrie, collectivité) des politiques locales regroupant les

structures de l'ESS, de l'éducation populaire, de l'accompagnement, les représentant-e-s du monde industriel (Ecosystème D) et des collectivités (intercommunalité et communes, département, région), en remplacement du conseil de développement¹⁵ aujourd'hui inactif ;

- Repenser la contractualisation et ses objectifs entre la collectivité et les organisations partenaires ;
 - ⇒ Construire une politique d'achats publics dédiée à l'ESS ;
 - ⇒ Développer les marchés publics, notamment en lien avec les structures de l'éducation populaire ;
- Penser collectivement l'intégration des structures de l'ESS et de l'éducation populaire dans l'organisation et l'animation des événements portés par le secteur industriel et les collectivités.
- Adopter une nouvelle posture entre acteur-ric-e-s du territoire :
 - ⇒ Développer les prises d'initiative des organisations en lien avec les nouveaux besoins des habitant-e-s
 - ⇒ Dédier des moyens financiers et humains à la co-construction ;

Cette requalification des liens entre société civile et politiques publiques doit pouvoir s'appuyer sur une offre d'accompagnement et une politique de formation renforcées.

- **Renforcer une offre d'accompagnement des porteur-euse-s de projets dédiés à l'innovation économique, sociale et démocratique**

L'offre d'accompagnement existante pourrait être renforcée en lien avec les objectifs définis précédemment :

- Co-construire avec la CRESS un dispositif d'accompagnement dédié à l'innovation sociale, complémentaire à celui dédié à l'entrepreneuriat porté par la Turbine ;
- Créer un incubateur dédié à l'ESS sur le territoire, intégrant par exemple une logique de Fabrique à initiatives¹⁶ ;
- Développer un programme d'accompagnement citoyen en lien avec les centres sociaux afin de détecter et d'appuyer les projets des habitant-e-s, y compris leur structuration éventuelle sous la forme de projets ESS en s'appuyant sur les Fabriques d'Initiatives Locales¹⁷ ;
- Renforcer la promotion de l'ensemble des dispositifs existants et à créer ;
- Faciliter l'essaimage des projets exemplaires sur le territoire.

- **Renforcer les dispositifs de formations aux métiers de la transition avec le monde académique**

L'ensemble des acteur-ric-e-s doivent être formé-e-s non seulement aux enjeux de transition mais aussi à la coopération territoriale :

- Développer des formations dédiées à la transition écologique juste à destination des élu-e-s, des agent-e-s, des acteur-ric-e-s de la transition écologique et industriel-le-s avec le monde académique ;
- Mettre en place des formations sur la coopération territoriale avec le monde académique ;
- Organiser des visites apprenantes entre structures du territoire et en lien avec d'autres territoires afin de s'inspirer de démarche de co-construction et de coopération ;

¹⁵ Instance participative à une échelle intercommunale composé de citoyens, d'acteurs économiques, sociaux et associatifs pour réfléchir et à l'élaboration des politiques publiques locales. Pour en savoir plus :

https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006070633/LEGISCTA000031018756/

¹⁶ Animées nationalement par l'Avise, les Fabriques à initiatives sont des dispositifs permettant de faire émerger et porter des projets d'utilité sociale co-construits à partir d'un diagnostic des besoins locaux. Pour en savoir plus : <https://www.avise.org/annuaire-des-acteurs/fabrique-a-initiatives>

¹⁷ Pour plus d'information : <https://www.ville-dunkerque.fr/les-fabriques-d-initiatives-locales-fil>

- Faciliter la mise en place de dispositifs d'échanges entre pairs.

Retrouvez les diagnostics des trois territoires pilotes ainsi que la synthèse de l'étude-action via ce lien :



Pour plus d'informations sur cette étude, contacter le coordinateur de la démarche

Mickaël VARTUAROGLU
Chargé de projets collectifs
Le Labo de l'ESS
mickael@lelabo-ess.org